

Un coup d'œil autour de soi révèle que le pays regorge de biens de toute espèce. Certes, la libre entreprise n'a pas failli à la tâche. Mais on ne peut en dire autant du programme financier du Gouvernement. Si je comprends bien, un programme financier a pour but de permettre la distribution des biens et des services que l'industrie et le travail ont produits. En n'y réussissant pas, ce programme financier de l'État a essuyé un échec.

Une des grandes tragédies de l'état de choses actuel tient à ce que les ouvriers blâment les patrons et que les employeurs blâment les travailleurs, alors qu'en réalité ni les uns ni les autres ne sont à blâmer.

Comme je l'ai signalé il y a un instant, la raison d'être de l'industrie c'est de produire des marchandises. Le but de l'agriculture c'est de produire du blé, de la viande, du beurre, des œufs et d'autres denrées dont les hommes ont besoin. La raison d'être d'une houillère n'est pas de fournir du travail, mais bien de produire de la houille; l'embauchage n'est qu'une conséquence heureuse de ce procédé. Certains gens croient que l'appât du gain est la cause d'une bonne partie du chômage. Personne à la Chambre ne s'oppose plus que moi à l'exploitation ou aux bénéfices déraisonnables. Mais supposons qu'on distribue aux ouvriers et à la population en général les bénéfices créés par l'industrie. Serait-ce un moyen de remédier au chômage? Quiconque a étudié les rouages économiques de notre pays sait que ce n'est pas là la solution car ce qui se produirait alors ce serait une répartition bien mince de la puissance d'achat qui existe déjà au pays, tandis que ce qu'il nous faut, c'est accroître le revenu, afin de permettre aux Canadiens d'acheter l'énorme quantité de marchandises produites chez nous.

Il y en a d'autres qui pensent que le moyen de régler le problème serait de relever les salaires. A cet égard, j'estime que les ouvriers ont eu raison de demander qu'on augmente leurs salaires. Si nous songeons au coût très élevé de la vie, nous reconnaitrons qu'il est raisonnable que les ouvriers désirent toucher une rémunération équitable pour leurs efforts. J'ai ici une liste intéressante qui donne une comparaison des prix de diverses denrées en 1927 et en 1955; cette liste a été établie par l'association des citoyens âgés de la Colombie-Britannique. Cette liste indique qu'en 1927 le beurre coûtait 42½c. la livre. Le prix de janvier 1955 était de 65c. la livre. En 1927, une douzaine d'œufs coûtait 34c.; en janvier 1955, le prix était monté à 46c. Une livre de thé se vendait 49c. en 1927 et \$1.40 en janvier 1955. Pour le café, les prix respectifs étaient de 34c. et de \$1.23.

[M. Holowach.]

Il est bien évident qu'à cause du coût élevé de la vie, des travailleurs ont raison de réclamer des augmentations de salaires mais je ne crois pas que ces majorations puissent régler la question. Nous savons que le prix du travail entre toujours dans le coût de production. En conséquence, si le prix des denrées monte à cause du relèvement des salaires, comment le travailleur peut-il améliorer sa situation puisqu'il lui faut payer des prix plus élevés pour tout ce qu'il achète?

On prétend également que si nous pouvions, d'une façon ou d'une autre, améliorer les relations entre l'industrie et la main-d'œuvre, le problème se trouverait résolu. Une amélioration de ces relations serait assurément opportune. La classe ouvrière commet une grave erreur, à mon avis, en se brouillant avec l'industrie. Le fait est que les deux se trouvent dans la même galère et qu'elles sont toutes deux accablées par le programme fiscal du gouvernement actuel. De fait, dans ces deux partis, il y en a qui tiennent à discuter violemment entre eux afin de détourner l'attention de la classe ouvrière et de l'industrie de la cause réelle de leurs difficultés, à savoir le programme fiscal néfaste du gouvernement actuel, qui enlève la puissance d'achat au peuple et encourage le Gouvernement à dépenser.

Nous avons, au cours du présent débat, entendu des opinions et des propositions excellentes. A mon humble avis, le député de Bow-River (M. Johnston), le député de Lethbridge (M. Blackmore) et le député d'Acadia (M. Quelch) nous ont présenté une savante étude de la situation, cependant que le représentant de Cap-Breton-Sud (M. Gillis), au cours de son récent discours, mettait le doigt sur la source du mal quand il a parlé du pouvoir d'achat insuffisant dont disposent les consommateurs.

Il est indiscutable que le chômage est un des premiers symptômes d'une demande inférieure à la capacité de production. Il s'agit donc, pour nous, de trouver les moyens de stimuler la consommation et de rétablir le pouvoir d'achat des consommateurs. Notre pratique actuelle ne nous permet qu'une façon d'en arriver là: c'est d'étudier objectivement et à fond notre régime fiscal, afin d'en supprimer ou réduire les impôts des particuliers et des sociétés qui gênent et retardent les placements, la consommation aussi bien que la production des denrées dont nous avons besoin au pays. Ces réductions serviront de stimulant.

Le chiffre élevé des ventes à tempérament est un autre indice de l'insuffisance du pouvoir d'achat dont dispose le consommateur canadien. Je ne dis pas que la vente à tempérament est toujours un mal. Sans la vente